

Initiatives ministérielles

Si cet argent venait du ciel, nous n'aurions pas à le rembourser, n'est-ce pas? Malheureusement, cela n'existe que dans la tête du NPD. Il n'a pas à assumer la responsabilité d'équilibrer les livres ou de rendre des comptes aux contribuables du Canada. Ses membres n'ont qu'à se lever et à hurler à la lune.

Ils peuvent bien hurler. Dieu merci, ce n'est pas le NPD qui est au pouvoir. Si c'était le cas, le Canada n'aurait pas une dette de 400 milliards de dollars, il faudrait que le FMI le prenne en charge. Regardez ce qui se passe en Ontario. L'Ontario est en train de devenir exsangue parce qu'un gouvernement socialiste ne peut pas contrôler ses dépenses.

Une voix: Les néo-démocrates sont dans une meilleure situation que vous.

• (1600)

M. Thompson: Les néo-démocrates peuvent bien beugler tant qu'ils le peuvent, monsieur le Président, car au bout du compte, la situation ne changera pas et ils n'auront pas à rendre compte de leurs paroles et de leurs actions. Ils n'ont qu'à parler et, je le répète, à hurler à la lune.

Pour ce qui est de ma province, le Nouveau-Brunswick, je peux dire que les mesures mises de l'avant par le gouvernement provincial m'encouragent. Je le répète, cette année, près de deux milliards de dollars seront versés au Nouveau-Brunswick pour la mise en oeuvre de ses programmes. Cela représente 39 p. 100 des revenus de la province. Cette petite province démunie du Canada reçoit 70 p. 100 de plus que la moyenne nationale en paiements de transfert. C'est beaucoup.

Si l'on fait une répartition par habitant, les transferts représentent 2 100 \$ par personne. Et cela n'inclut pas les autres programmes fédéraux dont bénéficient les particuliers. Si l'on en tenait compte, les chiffres seraient beaucoup plus élevés, mais je les garde pour un autre jour. Ces autres programmes sont notamment l'assurance-chômage, bien sûr, et l'aide aux personnes âgées. Ils n'entrent pas dans les chiffres que j'ai donnés. Je ne parlais que des transferts d'un gouvernement à l'autre.

L'argument des néo-démocrates est fallacieux. Il n'a rien à voir avec la réalité parce qu'ils n'ont jamais réussi à former le gouvernement. Admettons-le, le Canada n'est pas un pays facile à gouverner parce que les disparités entre les régions y sont énormes. Il y a toujours eu, en ce pays, un système gouvernemental, un gouvernement fédéral qui comblait les besoins des provinces plus pauvres. Le présent gouvernement a aussi comblé les besoins des provinces plus pauvres.

Je le répète, il faut regarder les chiffres, les vrais. Il ne faut pas lancer des chiffres en l'air. Il ne faut pas spéculer sur ce qui aurait pu avoir lieu. Il faut examiner ce qui s'est réellement produit. Ces provinces, les provinces pauvres, ont bénéficié d'une augmentation annuelle. Prenons à nouveau l'exemple du Nouveau-Brunswick où l'augmentation a été de 5,7 p. 100 annuellement depuis 1984-1985. En passant, 1984-1985, c'est l'année de notre arrivée au pouvoir. Depuis cette date, l'augmentation a été constante à chaque année.

Si le Nouveau-Brunswick connaît des difficultés aujourd'hui, c'est qu'elle a laissé grimper le coût de ses soins de santé de plus de 80 p. 100 pendant que les paiements de transfert augmentaient seulement de 52 p. 100.

Cette province a laissé ses dépenses augmenter beaucoup plus rapidement que ne le faisaient les paiements de transfert qu'elle recevait. Elle doit maintenant trouver un bouc émissaire, mais la vérité c'est qu'elle aurait dû régler ce problème il y a quatre ou cinq ans et qu'elle ne l'a pas fait. Une fois confrontée aux chiffres réels, elle doit faire porter le blâme par quelqu'un d'autre, en l'occurrence, par le groupe de personnes qui forment le gouvernement du Canada.

En fait, ma province d'origine, le Nouveau-Brunswick, a bénéficié d'une augmentation annuelle moyenne de 5,7 p. 100, ce qui est tout de même important. Si l'on compare ce chiffre aux dépenses, on comprend pourquoi cette province a perdu la bataille financière.

Je répète donc que je suis très satisfait de ce que ce gouvernement a accordé sous forme de paiements de transfert. À mesure que notre économie continue d'évoluer et que nous sortons de la récession, je peux vous assurer que nous examinerons de plus près ce que nous pourrions faire au cours des années qui viennent pour ces provinces.